

**Onzième séance (spéciale)**

Mardi 12 juin 2007, 11 h 05

Présidence de M. Sulka

ALLOCUTION DE SON EXCELLENCE**M. ABDOULAYE WADE,****PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL**

Original anglais: Le PRÉSIDENT

Je déclare ouverte la onzième séance (*spéciale*) de la 96^e session de la Conférence internationale du Travail.

Je donne directement la parole au Secrétaire général de la Conférence, M. Juan Somavia, pour souhaiter la bienvenue à Son Excellence le Président Abdoulaye Wade de la République du Sénégal.

Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL de la CONFÉRENCE

Monsieur le Président de la Conférence, Monsieur le Vice-président, Monsieur le Ministre, chers amis, Je dois signaler aussi la présence de M. Blanchard, ancien Directeur général du Bureau international du Travail, qui est avec nous ce matin.

Monsieur le Président, nous sommes tellement heureux de vous recevoir dans cette maison du dialogue social. Vous êtes un ami, un ami de la maison et un ami des valeurs que nous représentons et, en vous accueillant, nous rendons hommage aux combattants des droits de l'homme et au visionnaire du développement que vous êtes.

Votre parcours exceptionnel est une grande aventure humaine, celle d'un homme libre, d'un penseur indépendant et d'un homme engagé. Vous êtes d'abord, Monsieur le Président Wade, un homme d'idées, un intellectuel avec un esprit ouvert. Mathématicien, sociologue et psychologue de la vie sociale, vous êtes aussi docteur en droit et professeur agrégé de sciences économiques. Doyen de la Faculté de droit et de sciences économiques de l'Université de Dakar, vous devenez ensuite avocat, puis consultant international expert dans le financement du développement et vous avez également écrit de nombreux ouvrages de référence, notamment sur les droits de l'homme, le rôle du consensus dans la société, le destin de l'Afrique, la place de la femme dans le développement. Ce sont toutes de grandes causes qui nourrissent votre action d'homme politique et d'homme d'Etat. Leader de l'opposition dans votre pays pendant de nombreuses années, vous savez le prix des sacrifices personnels que l'on doit parfois payer pour la défense de ses convictions. Mais vous savez également la valeur du rassemblement, lorsque l'intérêt supérieur de la nation est en jeu. Vous avez ainsi fait partie à deux reprises d'un gouvernement d'union nationale comme ministre d'Etat. En 2000, vous êtes élu Président de la République du Sénégal, avant d'être

réélu au début de cette année pour un second mandat.

Monsieur le Président Wade, aujourd'hui nous saluons en vous un bâtisseur du Sénégal, à travers le lancement de grands travaux d'infrastructures, qui resteront pour le futur; un artisan de la paix sociale, avec la création d'un comité national du dialogue social, chargé d'arbitrer et de prévenir les conflits au Sénégal; un artisan aussi d'institutions durables pour la société; et, bien sûr, vous êtes un architecte de l'Afrique du futur, ardent promoteur de l'Union africaine.

Nous sommes avec vous lorsque vous déclarez dans un article très remarqué à l'occasion de la récente réunion du G-8 en Allemagne que, malgré les défis de la pauvreté et les conflits, l'Afrique s'est résolument engagée sur la voie de la démocratie, de la croissance et de la justice sociale. C'est le sens de votre engagement dont j'ai été personnellement témoin, un engagement fort pour le travail décent au Sommet de Ouagadougou.

Nous sommes avec vous, lorsque vous déclarez qu'il est grand temps de redéfinir le mot «global» de manière à inclure l'Afrique comme un partenaire égal, pour préparer ce monde interdépendant que vous évoquez, pour remplacer les intérêts étroits par des projets d'avenir partagé.

Monsieur le Président, votre passion et votre vie, vos ambitions pour l'Afrique et votre rayonnement international suscitent l'espérance. Au nom de l'Organisation internationale du Travail, et personnellement comme ami de l'Afrique, je vous remercie, Monsieur le Président, d'être venu à nous aujourd'hui. Vous savez combien cette présence est importante, de mon point de vue, par le respect et l'admiration que je porte à votre lutte. C'est une lutte qui nous honore tous. Merci, Monsieur le Président, d'être ici parmi nous.

(Applaudissements)

Original anglais: Le PRÉSIDENT

J'ai maintenant le privilège d'inviter Son Excellence le Président Wade à prendre la parole.

M. WADE (*Président de la République du Sénégal*)

Mes premiers mots seront pour vous exprimer, Monsieur le Président, mes vives félicitations pour votre élection à la présidence de la Conférence, et vous souhaiter plein succès dans l'exercice de votre mandat.

Je voudrais ensuite adresser mes sincères remerciements au Directeur général, mon ami Juan Somavia, pour m'avoir invité en ce haut lieu du travail

et donné au «travailleuse» que je suis l'occasion de m'adresser aux organisations de travailleurs et aux patrons du monde.

C'est donc pour moi un réel plaisir que de prendre la parole en qualité d'invité devant la 96^e session de la Conférence internationale du Travail.

Il se trouve aussi que mon pays est historiquement lié à l'OIT. Mon illustre compatriote, Blaise Diagne, premier député noir au Parlement français, avait en effet pris part à la Conférence de l'OIT en 1919, et il défendait la cause des peuples africains.

Dans sa composition unique en son genre, réunissant à la fois les représentants des gouvernements des travailleurs et du patronat, la Conférence internationale du Travail offre depuis plusieurs décennies un cadre idéal où s'harmonisent les efforts des partenaires sociaux dans la quête du progrès économique et social.

Le dialogue et la concertation, si essentiels dans la vie en société, sont vitaux pour l'environnement de l'entreprise, où le travail et le capital se rencontrent pour créer la richesse, sous l'arbitrage des pouvoirs publics.

Depuis 1919, les temps ont beaucoup changé, la nature des défis aussi. Les problèmes sont devenus à la fois plus nombreux et plus complexes. C'est la raison pour laquelle les idéaux de paix, de progrès, d'équité et de justice sociale, qui sont les raisons d'être de l'OIT, restent aujourd'hui plus que jamais autant d'objectifs à atteindre pour réaliser de meilleures conditions de vie pour tous.

Monsieur le Directeur général du BIT, le rôle déterminant que vous avez joué dans les préparatifs et le suivi du Sommet mondial de Copenhague sur le développement social en dit long sur votre précieux apport dans la prise en compte des questions sociales à l'échelle internationale. Cela est essentiel, parce que le développement économique et social ne peut se faire au détriment du bien-être social. Les deux vont de pair. Le social est tributaire de l'économique, tout comme l'économique ne saurait s'affranchir du social.

C'est fort de cette conviction que j'ai répondu favorablement à votre invitation, lorsqu'en septembre dernier, en marge de la session de l'Assemblée générale des Nations Unies, vous m'avez convié aux assises annuelles de la Conférence internationale du Travail pour vous entretenir, je vous cite, de «l'Afrique dans la mondialisation», et vous exprimer par la même occasion ma vision du développement du Sénégal. Je m'en vais le faire sans tarder.

La mondialisation est pour moi une réalité objective. Elle dérive à la fois du développement fulgurant des technologies de l'information et de la communication, du volume et de la mobilité des capitaux, ainsi que du mouvement et de la diversité sans précédent des échanges de biens et services.

Elle est l'agent de la rencontre des cultures et des civilisations, dans une dynamique ambiguë, où le pacifique côtoie le conflictuel.

Croire que la mondialisation est un épiphénomène procède, à mon sens, d'une grande erreur d'appréciation. Elle est plutôt une donnée qui s'inscrit dans le temps et avec laquelle il convient désormais de composer. On ne choisit pas la mondialisation, on la vit, car elle s'impose à tous.

La question n'est donc pas de savoir si l'on est pour ou contre la mondialisation, mais plutôt comment l'appivoiser, en intégrant les paradigmes de vitesse et de compétitivité, et les facultés d'anticipation qui la commandent.

Voilà les vrais défis que l'Afrique doit relever pour combler le fossé qui la sépare des pays développés et éviter une marginalisation préjudiciable à sa marche vers le progrès.

Il est vrai qu'à la différence des autres continents l'Afrique porte le lourd fardeau de l'esclavage, de la colonisation, du pillage de ses ressources naturelles, de l'échange inégal et de l'exode de ses cerveaux. Une telle saignée laisse assurément de profonds stigmates.

S'agissant en particulier des négociations à l'OMC, mon pays a l'avantage d'avoir été désigné pour parler au nom de l'Afrique à Cancún, au Mexique.

Si l'Afrique l'a fait, c'est bien parce qu'elle a été convaincue que le Sénégal exprimait bien et défendait les intérêts du continent selon les lignes de l'article que j'avais publié dans le quotidien *Le Monde* à la veille des négociations de Cancún.

Aujourd'hui, la liberté des échanges dont nous approuvons le principe est viciée non pas par les Africains, mais par des pratiques de subventions agricoles des pays développés à leurs agriculteurs.

L'Organisation mondiale du commerce a déjà reconnu que les règles de subventions – qui sont actuellement de un milliard de dollars par jour dans les pays développés – faussent la concurrence et ferment les marchés des pays en développement et des pays développés à nos produits. Pire, nous ne pouvons même pas prendre des mesures de protection puisque l'on dénoncerait vite les violations des règles de l'OMC par les Africains et on leur couperait l'aide.

Le paradoxe est qu'au même moment où l'on réclame aux pays africains d'ouvrir leurs marchés au nom du libre-échange on prend des subventions contraires à l'ordre commercial mondial de l'OMC. Comment s'étonner, dans un environnement aussi hostile, que la part de l'Afrique dans le commerce international soit inférieure à 2 pour cent?

En réalité, l'Afrique n'est pas pauvre, elle a été appauvrie. Plus que d'une aide, dont l'efficacité est d'ailleurs fort douteuse, ce dont l'Afrique a le plus grand besoin, c'est de justice et de respect pour tous des règles qui encadrent le commerce international.

Et je voudrais, pour la circonstance, adapter le mot de Jean-Baptiste Henri Lacordaire: «Entre le fort et le faible, entre le riche et le pauvre, c'est la liberté qui opprime.», et moi je dis: «la justice qui affranchit.»

Dans une mondialisation responsable où sont appliquées les règles d'équité et de justice réclamées aux Etats dans leur système interne, l'Afrique, riche de son énorme potentiel humain et de ses ressources naturelles, peut supporter la concurrence, mais la concurrence loyale.

L'Afrique a la vocation et la capacité de générer les conditions de son développement économique et social, et de faire face avec optimisme aux réalités de la mondialisation. Voilà pourquoi l'Afrique peut contribuer au succès du Cycle de négociations de Doha.

Mais, comme je l'ai souligné l'autre jour au G8 à Heiligendamm en Allemagne, pour supprimer les obstacles et accélérer le commerce, les mesures commerciales, les mesures strictement commerciales ne sont opérantes qu'entre pays de même niveau de développement. Mais, dès l'instant où l'on introduit les pays en développement, les mesures commerciales ne suffisent plus et elles doivent être complétées par des mesures économiques.

Je donnerai l'exemple du commerce international – et nous admettons tous qu'il est un moteur du développement parce que moteur de la croissance. Mais, si le commerce international se développe, l'écart qui sépare l'Afrique des pays développés s'élargit parce que les pays en développement n'ont pas la capacité de suivre le même rythme d'encouragement de leurs exportations.

C'est la raison pour laquelle j'ai dit – et cela a été approuvé par tous les membres du G8 – que les mesures commerciales devaient être complétées dans nos pays par des investissements. L'Afrique ne représente aujourd'hui que 1,7 pour cent des investissements mondiaux. Ce n'est donc pas avec cela que nous pourrions suivre le rythme de l'accroissement du commerce mondial. Il fallait simplement en être conscient et j'ai réussi à faire partager ce point de vue par tous les membres du G8.

Voilà donc le drame de l'Afrique. Il y a peut-être un correctif qui consisterait à admettre chez nous des investisseurs privés investissant dans le domaine des exportations pour réduire l'écart qui nous sépare des pays développés. Mais je dois dire ici que les rapports entre les pays développés et les pays en développement ont été faussés pendant longtemps par le binôme aide-crédit qui a fini de montrer ses limites. L'aide sous sa forme n'a pas encore atteint les objectifs des années 70 de 0,7 pour cent et le crédit a conduit à l'endettement.

Il faudrait donc trouver autre chose, et c'est dans cette direction que nous avons proposé le NEPAD, dont je suis un des initiateurs, car le NEPAD porte dans sa conception ses objectifs et une nouvelle vision de nous-mêmes et de nos rapports avec nos partenaires.

A partir de trois paramètres – qui sont des facteurs de long terme, qui sont le secteur privé, la bonne gouvernance et la région en tant qu'espace –, nous avons défini huit secteurs prioritaires qui doivent être les fondements d'un décollage de l'Afrique. Des infrastructures, l'éducation, la santé, l'agriculture, l'environnement, les technologies de l'information et de la communication, l'énergie et, enfin, le commerce international, c'est-à-dire l'accès aux pays développés.

Si le NEPAD, en tant que réponse africaine à la mondialisation, n'a rien perdu de sa pertinence, il faut reconnaître qu'il souffre d'un retard considérable dans sa concrétisation, faute d'un management approprié pour mobiliser les ressources nécessaires à sa mise en œuvre.

La seconde réponse africaine au sujet de la mondialisation réside, de mon point de vue, dans le parachèvement de l'unité africaine par l'avènement des Etats-Unis d'Afrique.

Il y a une vérité évidente par elle-même: aucun pays africain ne peut isolément soutenir la compétition avec les grands pays industrialisés et les ensembles supranationaux. Si des pays beaucoup plus puissants que les nôtres éprouvent le besoin de se regrouper et de s'associer suivant des arrangements appropriés, c'est bien parce qu'en dehors des grands ensembles d'Etats-nations le micro-Etat n'a plus aucune chance de survie.

Le plaidoyer du Sénégal pour un gouvernement fédéral africain repose sur cette lecture lucide du devenir de nos peuples. C'est le point de vue que nous défendrons au Sommet d'Accra, le 3 juillet, sommet convoqué sur un seul point d'ordre du jour: le gouvernement continental africain et les Etats-Unis d'Afrique.

Dans ce débat, nous pensons avoir trouvé une réponse aux préoccupations de souveraineté nationale exprimées par certains Etats de l'Union africaine. Pour certains Etats, la résistance à la constitution des Etats-Unis d'Afrique dans un ensemble politique réside tout simplement sur le prétexte de souveraineté. Et c'est pourquoi nous avons proposé que chaque Etat au départ conserve son ministère des Affaires étrangères et ses ambassades en attendant que les consciences évoluent, mais que, par contre, soient mis en place les ministères fédéraux dans tous les autres domaines.

Il me paraît fondamental de souligner qu'un Etat africain qui penserait pouvoir devenir un îlot de richesses dans un océan de pauvres, parce qu'il aurait du pétrole par exemple, commettrait la plus grande erreur possible. Ceux qui pensent que parce qu'ils sont riches ils ne devraient pas s'associer aux autres devraient plutôt s'inspirer des exemples de la Bavière en Allemagne ou de la Californie aux Etats-Unis, ou même de certains pays au sein de l'Union européenne.

Monsieur le Président, Messieurs, le travail, objet de tant de débats dans cette prestigieuse enceinte, vise dans sa finalité à libérer l'homme du besoin en faisant reculer les frontières de la pauvreté et créer la richesse.

Mais au juste, que recouvre le concept de pauvreté qui continue de rythmer le quotidien de millions d'hommes et de femmes à travers le monde? La définition classique admise dans la communauté internationale considère comme pauvre toute personne vivant avec un revenu inférieur à un dollar par jour. C'est trop simplifier le problème.

Le temps est venu à mon sens de repenser la définition de la pauvreté. Peut-on raisonnablement même avec deux ou trois dollars par jour se procurer un toit décent, se nourrir, s'habiller, éduquer ses enfants et soigner sa famille?

La pauvreté ne s'exprime donc pas en termes de revenus mais de conditions de vie. Il y a tout un ensemble de facteurs sur lesquels il faut agir pour améliorer durablement ces conditions.

Voilà pourquoi je suggère plutôt d'appréhender le phénomène de la pauvreté par un cumul de déficits des besoins individuels et par des services sociaux de base.

Je propose donc de définir la pauvreté comme un «bouquet de manques», notion qui se traduirait en anglais peut-être par «a cluster of shortages», qui sont le nonaccès à un toit décent, le nonaccès à l'habillement, le nonaccès à l'eau potable, le nonaccès à une nourriture en qualité et en quantité suffisantes, le nonaccès aux soins de santé, le nonaccès à l'alphabétisation et à l'éducation pour les enfants, le nonaccès à un environnement sain.

Ce sont ce que j'appelle les sept plaies de l'époque contemporaine pour la majorité de la population mondiale. Si vous en guérissez une pour sortir de la pauvreté, vous aurez fait un progrès, mais il vous en restera toujours six autres. On pourrait aussi les appeler les besoins humains fondamentaux, «fundamental human needs» en anglais.

Ce n'est guère avec un ou deux ou trois dollars par jour que l'on règlera autant de problèmes qui sont indissociables. Il faut activer plusieurs leviers pour s'attaquer à tous les problèmes à la fois, sortir les couches sociales défavorisées de ce que j'appelle les bas-fonds de la société en leur offrant des conditions de vie décentes.

C'est l'expérience que nous sommes en train de réaliser au Sénégal avec le plan Jaxaay. Ce plan vise à reloger des populations victimes d'une inondation il y a deux ans en aménageant des cités assainies avec des logements sociaux à bas prix et en location-vente.

Aujourd'hui, pour environ 40 à 70 dollars par mois, sur vingt ans, un père de famille peut acquérir un toit décent au Sénégal. Tirées des quartiers insalubres, ces populations sont relogées dans des cités modernes où elles trouvent dans un environnement sain un toit décent, de l'eau potable et des services sociaux de base, comme la santé et l'éducation pour les enfants.

Au demeurant, notre ambition est de passer du plan Jaxaay au programme «Une famille, un toit» sur l'étendue du territoire national. Dans sa politique de logement social, l'Etat prend à charge, bien entendu, la viabilisation des terres, l'adduction d'eau, l'évacuation des eaux de pluie et des eaux usées, et il détaxe au profit des entreprises tous les matériaux importés qui rentrent dans la construction.

Je dois préciser que le logement fait partie de notre politique volontariste de libéralisme social qui couvre également d'autres domaines. C'est le cas, notamment, de la santé, avec le plan Sésame. Nous offrons aujourd'hui, des soins et des médicaments gratuits à toutes les personnes âgées de 60 ans et plus.

Notre programme de lutte contre le VIH/SIDA permet la gratuité du dépistage et des soins antirétroviraux, ce qui, ajouté à une politique de sensibilisation et de prévention dès l'apparition de la pandémie du SIDA, nous vaut aujourd'hui un taux de prévalence parmi les plus bas de 0,7 pour cent.

C'est le cas également de l'éducation à laquelle nous consacrons 40 pour cent du budget national, exemple presque unique dans le monde. Avec la classe des tout-petits que nous avons lancée il y a quelques années, l'éducation préscolaire, jusque-là payante, s'est enrichie d'un système gratuit. La classe des tout-petits accueille les enfants de 2 à 6 ans pour les familiariser avec les jouets modernes qui forment l'esprit et les initier ainsi, dès le bas âge, à l'environnement, aux technologies de l'information et de la communication avec, parmi les jouets, un ordinateur.

Les enfants y reçoivent également la visite du grand-père ou de la grand-mère du village, ou du quartier qui vient chaque jour leur narrer un conte africain. On sait que chacune de nos légendes nous enseigne une leçon de morale de la vie en société. C'est pourquoi les enfants formés dans cette école sont ancrés à leur culture. La classe des tout-petits a d'ailleurs été consacrée par l'UNESCO comme modèle universel.

Notre ambition en matière d'éducation est de créer un système intégré inspiré de nos traditions et ouvert à la modernité avec l'usage omniprésent de l'ordinateur, du préscolaire à l'université, d'où le programme «Un étudiant, un ordinateur, un enseignant, un ordinateur».

Nous pensons que le numérique est une chance pour l'Afrique puisque l'on y trouve toutes les connaissances du monde. C'est un instrument qui permet la formation individuelle et la formation en groupe.

C'est dans cet esprit également que l'enseignement de l'arabe et du Coran est en passe de modernisation pour allier la quête du spirituel aux exi-

gences du temporel. C'est dans ce sens que nous avons lancé des *daras* modernes.

Au demeurant, pour un pays comme le nôtre qui mise sur les ressources humaines de qualité comme facteurs de croissance et de développement, les dépenses dans l'éducation et la formation sont plutôt considérées comme un investissement des plus rentables.

C'est pourquoi tout étudiant sénégalais qui remplit les critères pédagogiques au Sénégal ou à l'étranger bénéficie d'une bourse ou d'une aide. Là encore, je ne pense pas qu'il y ait beaucoup d'exemples dans le monde.

Sur le plan des infrastructures universitaires, nous poursuivons également nos efforts. A l'indépendance, le Sénégal a hérité d'une université. Mes prédécesseurs en ont ajouté une, à S^t-Louis. J'en ai créé quatre nouvelles en plus d'une université des métiers qui est à S^t-Louis et qui formera les ouvriers depuis les niveaux les plus bas jusqu'à l'ingénieur, de niveau des arts et métiers ou polytechnique, si je me réfère au système français.

La vision du Sénégal émergent repose donc sur des ressources humaines qualifiées mais également sur des infrastructures de qualité. Je voulais dire que pour les ressources humaines, c'est un pari que nous avons fait, un pari de moyen et de long terme qui nous coûte, parce que consacrer 40 pour cent d'un budget à un secteur c'est un pari.

Mais nous sommes persuadés qu'il n'y a pas de développement durable sans des ressources humaines formées qui à tout moment répondent aux sollicitations du système. C'est pourquoi nous avons lancé un vaste programme de projets infrastructurels incluant des travaux routiers, ferroviaires, portuaires, aéroportuaires, y compris la construction en cours d'un aéroport ultramoderne à 45 km de Dakar, avec un mécanisme de financement totalement novateur, sans recours au budget national et sans recours à l'aide extérieure.

Nous comptons ici offrir au maximum de Sénégalais un travail décent compatible avec la dignité humaine. Comme le recommande fortement l'OIT, le travail décent doit être le passage obligatoire pour atteindre l'objectif du développement économique et social. Le travail décent, c'est d'abord un emploi qui garantit des revenus acceptables. Le travail décent, c'est la protection sociale pour le travailleur et sa famille. Le travail décent, ce sont de bonnes conditions de travail et l'accès aux services de santé et de sécurité sociale. Le travail décent, c'est celui qui assure une bonne pension de retraite.

Le travail décent c'est enfin le respect des normes de sécurité et de sûreté dans le milieu du travail. Le Sénégal fait siennes toutes ces recommandations. C'est pourquoi nous avons pris un ensemble de mesures allant dans le sens des engagements convenus, notamment la ratification de nombre de conventions de l'OIT, dont celles sur les pires formes de travail des enfants, l'âge minimum de travail, l'abolition du travail forcé et l'abolition de la discrimination.

C'est dans le même esprit que nous avons octroyé aux agents de l'Etat trois hausses de salaire substantielles et porté la retraite dans le secteur public de 50 à 60 ans, avec une extension progressive au privé, et défini un nouveau système de retraite en complément de celui existant pour relever le niveau des pensions.

Depuis 2000, le début de mon précédent mandat, nous avons créé près de 200 000 emplois, presque autant que les emplois publics et privés qui exis-

taient en ce moment. Ces emplois ont surtout concerné les jeunes, grâce à un fonds mis à leur disposition pour financer leurs projets et aussi grâce à l'embauche de 5 000 enseignants par an. Les salaires des enseignants ont tous augmenté, et dans certains cas presque triplé. Vous pourrez trouver dans un document en annexe, qui sera laissé ici, toutes les statistiques sur les enseignants et les travailleurs d'une manière générale au Sénégal.

Mais le milieu du travail, surtout dans un régime de liberté, reste un environnement marqué par l'action revendicative, il faut donc faire du dialogue social un mécanisme permanent de prévention des conflits. Le Comité national du dialogue social instauré au Sénégal en 2003 répond à cet objectif et je suis heureux de signaler qu'à la session d'avril 2007 la Conférence des ministres du Travail de l'Union a recommandé à ses pays membres la création d'une structure nationale semblable. Dialogue social mais également protection sociale du travailleur, inhérente au travail décent, la protection sociale doit rester au cœur de nos préoccupations.

L'investissement dans la prévention des risques est toujours préférable aux dépenses pour les soins et les indemnités parce que la bonne santé de l'entreprise est aussi tributaire de celle du travailleur. Il n'y a pas en l'espèce de conflit d'intérêts, bien au contraire, n'oublions pas que la Constitution de l'OIT s'inspire entre autres des idées visionnaires de deux industriels du XIX^e siècle, le Gallois Robert Owen, et le Français Daniel Legrand. Ils avaient compris que l'entreprise et le monde du travail ne prospèrent que dans l'harmonie entre l'économie et le social.

Sur un autre plan, il est aussi juste d'assurer un équilibre entre la protection légitime du droit des travailleurs et le souci d'efficacité et de compétitivité de l'entreprise dans un environnement de concurrence impitoyable. Ainsi en est-il du droit de grève, qui pourrait s'exercer dans une approche moderne de la lutte syndicale sauvegardant à la fois les droits du travailleur et l'outil du travail. Cela va aussi dans l'intérêt des travailleurs qui constituent la catégorie sociale la plus exposée aux pertes d'emplois pour mauvais résultats de l'entreprise.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, si encourageant que soit le tableau que nous venons de voir, nos efforts se heurtent quand même à quelques grandes difficultés d'origine externe. Je n'en citerais que la hausse du prix du pétrole et la désertification.

S'agissant de la hausse du prix du pétrole, nous avons créé l'Association des pays non producteurs de pétrole et pris position pour que les surcharges que nous subissons en important du pétrole soient prises en charge par la communauté internationale, la Banque mondiale, l'Union européenne, et, d'autre part, nous avons constitué une OPEP verte en déployant la culture des biocarburants. Le potentiel de l'Afrique est tellement important que notre continent pourrait dans l'avenir être le continent fournisseur du biocarburant.

S'agissant de la désertification et de la sécheresse qui menacent nos vies, le SENSAD et l'Union africaine ont pris deux mesures importantes: la création

de la grande muraille verte qui a été saluée au G-8, qui est une bande de végétation de 50 km de large de Dakar à Djibouti, et ensuite une bande de 150 km sur le même itinéraire, et la construction de bassins de rétention d'eau de pluie, dont il en existe 250 au Sénégal. Ces bassins qui se remplissent pendant l'hivernage changent complètement les conditions de vie des populations qui peuvent pendant la saison sèche procéder à des cultures maraichères et même à un élevage de poissons. Ces projets ont été soumis à l'Union européenne et aux autres grands pays comme les Etats-Unis, le Japon et la Chine.

Dans l'enceinte du droit du travail qu'est l'OIT, le problème de l'immigration clandestine sous ses nouveaux aspects dramatiques doit interpeller nos consciences. Les immigrés clandestins sont en effet souvent des forces vives qui prennent le chemin hasardeux de l'aventure, faute d'occupation dans leur pays d'origine. Au-delà des mesures nationales ou bilatérales de lutte contre ce fléau des temps modernes, il nous faut mener une concertation multilatérale pour aborder tous les aspects de ce phénomène qui préoccupe à la fois pays riches et pays pauvres. Prenant comme vaticane cette sagesse d'un grand homme d'Etat, le président Kennedy: «If a free society cannot help the many who are poor, it cannot save the few who are rich.»

Je vous remercie de votre attention.

Original anglais: Le PRÉSIDENT

Monsieur le Président, merci pour ces paroles.

Vous êtes connu, au sein de l'Organisation internationale du Travail, pour être un ardent défenseur du dialogue social comme méthode de gouvernance. L'OIT apprécie vivement le soutien qu'elle reçoit de votre gouvernement pour le Programme régional de promotion du dialogue social en Afrique francophone, basé à Dakar.

Ce programme couvre plus de 20 pays et ses résultats ont été des plus encourageants. L'adoption par le Sénégal d'une charte sociale n'est que l'un des nombreux résultats positifs dudit programme.

Monsieur le Président, nous avons suivi votre visite à la réunion du G8 à Heiligendamm la semaine dernière. A cette occasion, vous avez relevé les grands défis auxquels l'Afrique est confrontée. Mais vous avez, également, tenu à replacer avec conviction sur la scène internationale l'Afrique, qui, pour reprendre vos propres paroles, n'est plus un continent dans l'obscurité, déchiré par l'instabilité politique et les conflits. Vous avez lancé un message d'espoir, qui veut que l'Afrique change et entame aujourd'hui des relations avec des pays d'autres régions du monde sur la base, non pas de l'aide ou de la charité, mais bien d'intérêts et d'avantages mutuels partagés. Ce message d'espoir, vous l'avez réitéré ici aujourd'hui.

Votre Excellence, je m'exprime en mon nom, ainsi qu'au nom de mes collègues du bureau et de tous les participants, pour vous remercier du fond du cœur d'avoir pris le temps de venir ici et d'avoir prononcé une allocution, à l'occasion de la Conférence internationale du Travail.

(La séance est levée à 11 h 50.)

TABLE DES MATIÈRES

Page

Onzième séance (spéciale)

Allocution de Son Excellence M. Abdoulaye Wade, Président de la République du Sénégal..... 1

Orateurs: Le Président, le Secrétaire général de la Conférence, M. Abdoulaye Wade